

LEILA GHANDI

PHOTOGRAPHE, REPORTER

Si j'étais chef de gouvernement, j'essaierais de changer les mentalités. Cela pourrait régler beaucoup de nos problèmes. Plus de citoyenneté, plus de civisme, plus de tolérance, plus d'ouverture, plus d'égalité homme-femme, plus de respect des libertés individuelles, plus de conscience professionnelle, plus de patriotisme. Etre patriote, ce n'est pas seulement dire « ana maghribi htal mout », c'est aussi et surtout agir au quotidien pour le bien du pays, que ce soit à la maison, au travail, et dans la société. Alors bien sûr, changer les mentalités, c'est un grand mot, un grand projet, un vaste programme. Où commencer, comment l'amener, est-il seulement plausible d'y croire. D'autres pays l'ont fait avant nous. Aux lendemains de guerre, de grande crise économique, ou tout simplement pour accompagner de nouvelles orientations politiques et de nouveaux projets de société. Dans les périodes de mutation, il faut savoir accompagner le changement, et accepter de changer soi-même. Alors changeons !

Si j'étais chef de gouvernement, je développerais une campagne de sensibilisation à échelle nationale qui se déploierait dans toutes les localités du Royaume. Une campagne multiforme – spots publicitaires, interventions dans les écoles et dans les universités, dessins animés, campagnes d'affichage – pour véhiculer et promouvoir les valeurs que nous voulons donner à notre société, « éduquer », renforcer notre identité nationale. Il faut arrêter de croire que l'éducation se limite à l'école. Les adultes aussi ont besoin d'être éduqués. D'autant que ce sont ces mêmes adultes qui sont sensés éduquer les jeunes.

Si j'étais chef de gouvernement, je rendrais obligatoire la déclaration de tous les travailleurs, et notamment les travailleurs informels, qui font partie intégrante de notre société. Des balayeurs aux employés de maison, que chaque travailleur ait un statut digne et générateur de fierté, un statut qui valorise le travail et qui responsabilise, un statut qui s'accompagne de droits fondamentaux tels que le salaire minimum et l'accès à la sécurité sociale, mais aussi de devoirs tels que le paiement d'un impôt sur le revenu. Tout le monde doit contribuer, à la hauteur de ses moyens, même de manière symbolique, aux finances de l'Etat. Cela permet à chaque citoyen de participer de manière productive à la vie du pays, cela renforce le sentiment d'appartenance nationale, ainsi que l'estime de soi. De fait on se respecte davantage et on respecte davantage son pays. Si j'étais chef de gouvernement, je rendrais obligatoires des audits, réalisés par des entreprises indépendantes et pourquoi pas internationales, pour toutes les institutions publiques qui ont un



impact sur la vie des citoyens et sur le développement du pays : administrations, hôpitaux, tribunaux, établissements scolaires, etc.. A l'image de ce qui se fait déjà au Maroc pour les grandes entreprises du secteur privé, ces audits systématiques indépendants rendraient possible une meilleure gestion, une meilleure transparence, et in fine, moins de corruption. La corruption gangrène notre pays et son développement. C'est en changeant les mentalités, en « moralisant » les institutions, et en effectuant des contrôles réguliers qu'on pourra espérer un jour freiner la corruption et, avec elle, le sentiment d'injustice sociale et économique qui mine parfois, et à raison, les citoyens.

Enfin, si j'étais chef de gouvernement, je sais que les choses ne se passeraient pas comme prévu. Je sais qu'on me mettrait des bâtons dans les roues parce que, finalement, le statut quo arrange souvent. Je sais que je n'atteindrais pas tous mes objectifs. Mais je sais aussi que j'essaierais ardemment. Hommes, femmes, jeunes, moins jeunes, technocrates, politiciens, je réunirais tous ceux qui comme moi souhaitent s'inscrire dans ce projet ambitieux et nécessaire : changer les mentalités, et ensemble œuvrer pour que notre pays préserve son identité plurielle et l'expression qui lui est consacrée d'« exception marocaine ».